

Contribution du Mouvement du 9 Mai et d'EuropaNova

Appel du 9 Mai - Une feuille de route pour une Nouvelle Renaissance Européenne

« Quelle que soit l'issue du référendum britannique, les Européens ont besoin, dès maintenant, d'un nouveau souffle. L'enjeu est de taille : éviter une marginalisation de l'Europe non seulement économique et politique, mais aussi morale et culturelle. Notre défi commun est de renouer sans tarder avec des citoyens désorientés pour recréer une Europe influente, porteuse d'un projet d'avenir et d'espérance pour tous ; sinon nous dépérirons. »

Mouvement du 9 mai, le 9 mai 2016 dans « Carte blanche », Le Monde

Dans un monde traversé par des défis géopolitiques, sécuritaires, migratoires, climatiques ou économiques transnationaux, une Europe unie et puissante est plus nécessaire que jamais. Respectueuse des diversités nationales, garante des droits fondamentaux, capable d'intégrer les immigrants, de créer des emplois, de réduire les inégalités et d'influencer le cours du monde, l'Union européenne doit devenir une grande puissance démocratique, culturelle, écologique et économique, dans un monde multipolaire où les Européens ne représenteront bientôt plus que 5 % de la population totale. C'est la condition pour que nos concitoyens reprennent confiance en l'avenir.

A l'occasion du 9 mai, la Journée de l'Europe, commémorant la «Déclaration Schuman» du 9 mai 1950, et dans le contexte du référendum britannique, Guillaume Klossa, Président Fondateur d'EuropaNova a rassemblé des personnalités éminentes issues de la société civile, de la culture et de la politique, de toutes sensibilités et de tous horizons pour une réflexion visant à établir la feuille de route pour une Nouvelle Renaissance européenne, axée autour de six initiatives concrètes :

1.

Renforcer la démocratie et la culture civique européenne

Comment se penser européen sans une culture citoyenne partagée et sans la conviction de pouvoir choisir effectivement ses dirigeants et leur programme ? A cet égard, nous invitons les Etats à mettre en œuvre une éducation civique et citoyenne commune, et à prendre l'engagement que le futur président de la Commission européenne sera choisi en fonction du résultat des urnes. Enfin, les règles d'utilisation de référendums portant sur la sortie ou le maintien dans l'UE doivent être précisées. Un pays organisant un tel référendum ne devra plus à l'avenir pouvoir marchandiser son maintien au sein de l'UE. Si le traité prévoit la sortie possible d'un pays, ce qui est légitime, il ne prévoit pas que ce pays puisse prendre en otage les citoyens des autres pays membres.

2.

Une nouvelle étape en matière de sécurité, de défense et de protection civile des citoyens européens

Ce point est indispensable à l'exercice normal de la démocratie. Les États doivent s'engager à mettre en œuvre leurs engagements en matière de sécurité intérieure et de coopération : renforcement des échanges d'information en matière policière au sein d'Europol, judiciaire au sein d'Eurojust et de renseignement entre les différents services secrets des États membres.

En matière de sécurité extérieure, une vraie politique moderne de frontières européennes, disposant de gardes-frontières européens en nombre suffisant, d'outils de contrôle, notamment numériques, modernes et d'infrastructures d'accueil correspondant aux valeurs européennes. En parallèle, l'Union européenne doit se doter d'une politique de stabilisation des régions avoisinantes digne de ce nom. Cela passe également par le respect des engagements de États membres en matière de budget de défense pris dans le cadre de l'OTAN, les fameux 2% du PIB, et d'une meilleure utilisation des moyens du Pacte atlantique au bénéfice des Européens, qu'il s'agit de réorienter lors du sommet atlantique qui se tiendra à Varsovie en juillet prochain.

3.

Une stratégie pour accueillir, intégrer et, le cas échéant, préparer les conditions de retour à plus long terme des réfugiés dans leur pays

L'accord de rétention des réfugiés en Turquie n'est pas soutenable sur la durée tant pratiquement que moralement. La Turquie accueille aujourd'hui près de 3 millions de réfugiés pour un pays de 80 millions d'habitants. Ils servent de monnaie d'échange : nous fermons les yeux sur les actions des turcs à l'égard des kurdes et sur la dérive autoritaire du régime contre le ralentissement du flux migratoires vers l'UE. Or d'autres routes évitant la Turquie existent ou se développent donnant lieu à des trafics nombreux, d'autant que les réfugiés ne viennent pas seulement de Syrie et du Moyen Orient mais aussi d'Afrique. Enfin, cet accord donne le sentiment d'une Europe aux abois qui voit sa capacité d'influence se réduire comme peau de chagrin. Les Européens doivent développer une vraie stratégie visant à accueillir, intégrer, former à des métiers utiles pour la reconstruction économique, sociale et démocratique de leur pays et préparer les conditions d'un retour des réfugiés dans leur pays d'origine. Évidemment, une telle politique ne peut être acceptable aux yeux des citoyens de l'Union européenne qu'à la condition que l'Europe contribue à une relance de la croissance et de l'emploi.

4.

Une nouvelle politique industrielle européenne, fondée sur une croissance décarbonée, capable de moderniser notre économie et de créer massivement des emplois de proximité

Celle-ci doit prioritairement se concentrer sur la croissance et l'investissement. Dans cette perspective, une deuxième étape du plan Juncker est nécessaire. L'enjeu est d'investir dans un nombre limité de secteurs clés ayant un fort impact à court terme sur l'emploi mais durable sur la transformation et la modernisation de l'économie et sur l'amélioration des conditions de vie des citoyens. Il s'agit de développer les industries dites d'avenir et les emplois locaux. Cette relance de l'économie européenne doit s'inscrire dans une «politique industrielle commune» offensive permettant de reconquérir notre autonomie.

A titre d'exemple, un plan de développement et de restauration de l'habitat promouvant les matériaux nouveaux dits avancés garantissant une plus grande durabilité, une meilleure respiration et une moindre consommation d'énergie et couplé à l'utilisation des technologies numériques transformerait la qualité de vie de nos concitoyens. Il permettrait aux industries européennes du bâtiment et des matériaux avancés de réaliser leur mutation et de renforcer leur avantage compétitif à l'international. Un tel plan promouvrait des centaines de milliers d'emplois locaux de qualité. Trois autres plans concernant les énergies renouvelables, les transports et les compétences numériques du futur notamment chez les jeunes et les jeunes salariés pourraient également être mis en place. Une telle approche ciblée autour de quatre priorités industrielles claires, qui plus est s'inscrivant dans la continuité de la COP 21, aurait le mérite de donner un signal fort et cohérent de relance européenne et accélérerait la reprise de la croissance de l'euro zone.

5.

L'achèvement de l'eurozone, pour qu'elle fonctionne efficacement, et non comme une machine à accroître les inégalités

Il faut renforcer son potentiel de croissance, sa capacité à faire face à des chocs asymétriques, et favoriser la convergence économique et sociale. A cet égard, le mécanisme européen de stabilité uniquement utilisé aujourd'hui pour faire face à des crises de dettes souveraines devrait être adapté pour répondre à ces objectifs. Envisageons concrètement une capacité budgétaire pour la zone euro et achevons rapidement l'Union bancaire, tout en corrigeant ses défauts.

6.

La création d'un Erasmus des collégiens, qui rassemblera tous les jeunes d'une même génération

La sixième doit promouvoir un Erasmus des collégiens. L'enjeu est simple, élargir l'horizon culturel, professionnel, géographique et linguistique de tous les jeunes citoyens européens et pas seulement de quelques centaines de milliers de chanceux étudiants ou apprentis ayant l'opportunité de faire Erasmus. Il s'agit également de renforcer l'égalité de chances et de développer un sentiment d'appartenance commune. Un Erasmus de collégiens qui permettrait pendant une semaine à un jeune collégien de découvrir un pays européen coûte peu. En revanche, il élargit de manière formidable l'horizon culturel et mobilisera famille, enseignants et jeunes dans une même dynamique d'ouverture à autrui, à un moment où la tentation de repli est forte partout.

Ces initiatives replacent le citoyen au cœur du projet et encouragent la croissance, l'emploi et l'innovation technologique, éducative et sociale. Elles peuvent être mises en place, s'il existe une volonté politique, dans les deux ans et demi à venir. Roosevelt l'a fait en 1933 avec le New deal. Nos économies avancées en sont capables, via les marges non utilisées du budget européen et grâce à de nouvelles ressources. Ressources propres et emprunt européen auprès de la BEI sont des solutions à envisager.

A moyen terme, la mobilisation et une réflexion collective des citoyens européens doivent constituer les prémices d'une nouvelle conférence intergouvernementale ou d'une nouvelle convention européenne, pour faire de l'Europe une grande puissance démocratique, culturelle et économique, garantissant en son sein la solidarité, et des droits fondamentaux aujourd'hui menacés, une puissance qui se donne les moyens de sa souveraineté. Le nouveau traité qui en résultera pourrait ne s'appliquer qu'aux Etats souhaitant une intégration plus approfondie, convaincus qu'un intérêt général européen ne se limite pas à la somme des intérêts nationaux.

Enfin, à long terme, un nouveau traité sera nécessaire. La voie sera alors engagée pour un nouveau pacte pour l'Europe garantissant les conditions d'une Renaissance du continent.

**Se réapproprier le projet européen:
une idée qui vous ressemble et vous rassemble !**

Voilà dix ans que les opposants au projet européen saturent l'espace public. Et de critiquer pêle-mêle l'incapacité de l'Europe à agir en matière de sécurité, de politique étrangère ou de défense, en oubliant que si l'Europe ne peut agir, c'est qu'eux-mêmes ont refusé de lui en donner les moyens. Rompons avec ce cycle absurde ! Donnons à l'Union les compétences pour agir et améliorer durablement la vie de nos concitoyens.

Le retentissement de cet appel a été considérable. Des citoyens nous ont apporté leur soutien, des parlementaires proposent d'en faire une base de relance du projet européen, des organisations de la société civile veulent en faire le cœur de leur réflexion, des chefs d'Etat et de gouvernement, dont le président de la République française, nous invitent à les rencontrer.

Notre ambition est de contribuer à recréer les conditions d'une réappropriation rapide du projet européen par nos concitoyens, dans l'intérêt général de tous. Nous dessinons ainsi notre futur commun. La feuille de route est ambitieuse, concrète, réaliste, centrée sur les besoins et les préoccupations de nos concitoyens. Sans sa mise en œuvre rapide, le décrochage entre le projet européen et les citoyens va s'accroître, accentuant la menace d'implosion de l'Union et de régression sans précédent de nos démocraties.

Pour que notre ambition se concrétise, nous avons besoin que vous, citoyens de nos pays, vous vous empariez de notre initiative, et débattiez, contredisiez ou complétiez nos propositions. L'Union européenne doit redevenir l'affaire de tous, et non l'affaire de ceux qui veulent la détruire. Seul un tel mouvement citoyen donnera le courage d'agir à nos gouvernants.

Nous invitons tous ceux qui partagent cette conviction à nous rejoindre. Commencez une grande conversation européenne, maintenant. Pour signer L'appel du 9 mai – Feuille de route pour une Nouvelle Renaissance européenne :

www.m9m.eu

SIGNATAIRES DE L'APPEL DU 9 MAI

Feuille de route pour une Nouvelle Renaissance européenne



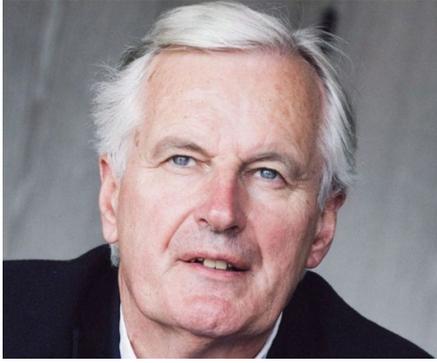
Guillaume Klossa, initiateur de l'appel du 9 mai, est directeur de l'Union européenne de Radio-télévision/Eurovision, la plus importante institution audiovisuelle mondiale. Créateur d'EuropaNova, du 1er programme de jeunes leaders européens, auteur, conseiller de J.P. Jouyet pour la PFUE et du groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe (Conseil européen), il a initié la démocratisation d'Erasmus et rédigé la première feuille de route visant une nouvelle gouvernance économique européenne.



László ANDOR, est un homme politique hongrois, professeur d'économie. Membre du parti socialiste hongrois (MSZP) depuis 2003. En tant que Commissaire européen pour l'emploi, les affaires sociales et l'inclusion de 2010 à 2014 au sein de la Commission Barroso II, László Andor fut le promoteur de la Garantie Jeunesse européenne et de l'Initiative Emploi Jeune.



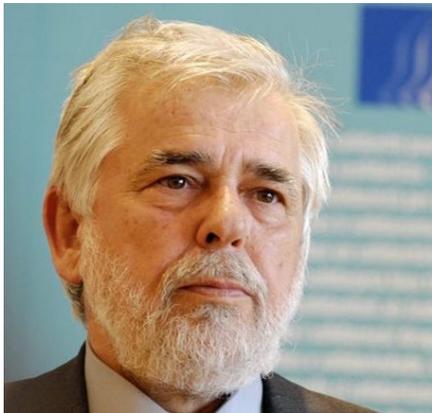
Lionel BAIER, est le jeune cinéaste suisse le plus connu internationalement. D'origine polonaise il porte la cause européenne en Suisse. Remarqué pour ses documentaires (« *Celui au pasteur* » sur son père, « *La Parade (notre histoire)* »), il passe à la fiction et bénéficie d'une large distribution internationale en Europe et aux Etats-Unis. En 2006, son film *Garçon Stupide* est sélectionné pour représenter le cinéma suisse au festival de Cannes.



Michel Barnier (FR), ancien ministre des Affaires étrangères, ancien vice-président de la Commission européenne (Parti Populaire européen) en charge du marché intérieur et des services de 2010 à 2014. Il fut également membre du groupe Amato ayant inspiré le traité modificatif du 4 juin 2007. Il est nommé en février 2015 conseiller spécial pour la politique de défense et de sécurité auprès de la Commission européenne.



Mercedes BRESSO, a été présidente du Comité des Régions de l'UE. Economiste, membre du Parti démocrate, présidente de la Région Piémont de 2005 à 2010, elle est aujourd'hui députée européenne, membre de la Commission des affaires constitutionnelles. Elle a été présidente de l'Union des fédéralistes européens (UEF) de 2005 à 2008.



Georges Dassis, est un syndicaliste grec. Il a été élu président du Comité économique et social européen (CESE) pour la période 2015-2018. A partir de 1981 il représente la Confédération générale des travailleurs grecs auprès de la Confédération Européenne des Syndicats (ETUC-CES) et de la Confédération Syndicale Internationale (ITUC) et du Bureau International du Travail (BIT).



Philippe DE BUCK, est un représentant de l'industrie, belge. Il est membre du Comité Economique et Social Européen (CESE) et Président de « Belgian Business for Europe », un réseau de représentants des entreprises qui suivent de près les dossiers européens. Il fut de 2002 à 2012, Directeur général de BUSINESSEUROPE, la confédération européenne des entreprises à laquelle adhère notamment le Medef. Il est par ailleurs membre de divers conseils d'administration d'entreprises.



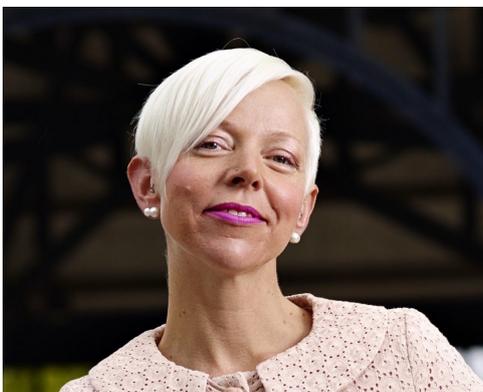
Daniel Cohn-Bendit, est un homme politique de nationalités allemande et française. Favorable à la mise en place d'une Europe fédérale, il fut député européen de 1994 à 2014 et coprésident du groupe Verts/ALE au Parlement européen de 2002 à 2014. En septembre 2010, il cofonde le Groupe Spinelli, initiative visant à renforcer la tendance fédéraliste au Parlement européen.



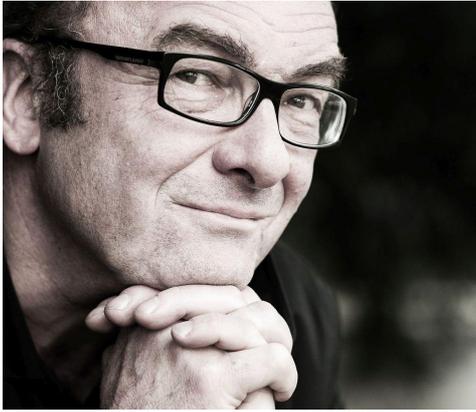
Felipe González, est un homme politique espagnol, membre du PSOE, ancien premier ministre de 1982 à 1996 et supporta notamment l'adhésion de l'Espagne à la Communauté Economique Européenne en 1986. Il présida le groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe (Conseil européen).



Danuta Hübner, est une universitaire et femme politique polonaise proche de la Plate-forme civique (PO). Ancienne Cheffe de la chancellerie du président de la République, ancienne Commissaire européenne, elle est aujourd'hui députée européenne (Parti Populaire Européen) et préside la Commission des affaires constitutionnelles du Parlement européen.



Kirsten van den Hul, est une écrivaine et éditorialiste néerlandaise. Primée du Joke Smit Prijs en 2013, prix du gouvernement des Pays-Bas pour son travail accomplis en faveur de l'égalité femmes-hommes. Elle est par ailleurs Maître de conférence aux Universités d'Amsterdam et de La Hague.



Robert Menasse, est un écrivain, éditorialiste et essayiste autrichien. Il écrit différents essais sur l'Autriche et la culture autrichienne et plus récemment sur le futur de l'Europe et de l'Union européenne, critiquant une renationalisation du débat européen à la suite de la crise financière.



Sofi Oksanen, est une écrivaine, dramaturge finno-estonienne. Se faisant d'abord connaître en Europe du nord avec *Stalin's Cows*, c'est avec sa nouvelle, *Purge*, dans un contexte de chute de l'Empire soviétique, qu'elle élargit son influence à toute l'Europe et même au-delà. Elle fut traduite dans plus de 50 langues et qualifiée de « phénomène littéraire » outre-Atlantique.



Maria João Rodrigues, est une femme politique portugaise, ancienne Ministre de l'Emploi, à l'origine de la Stratégie de Lisbonne. Elle fut conseillère de plusieurs Présidences de l'UE, pris part à la négociation finale du traité de Lisbonne, et pilota le groupe de haut-niveau sur la démocratisation du programme Erasmus. Elle est vice-Présidente du groupe des Socio-démocrates du Parlement européen.



Roberto Saviano, est un écrivain, journaliste italien. Il s'est rendu célèbre pour avoir décrit précisément les milieux mafieux dans ses écrits et articles, en particulier dans son œuvre *Gomorra* (2006), dans laquelle il décrit celui de la Camorra. Suite au succès de *Gomorra*, il vit sous protection policière permanente. Par sa position, il est considéré comme un héros national par nombre de ses contemporains, notamment son compatriote Umberto Eco.



Gesine Marianne Schwan, est une universitaire et femme politique allemande, membre du SPD. Doyenne de l'université européenne Viadrina à Francfort-sur-l'Oder, elle a été candidate à la présidence fédérale allemande, en 2004 et 2009 avec le soutien des sociaux-démocrates et des écologistes. Depuis septembre 2010, elle participe aux travaux du Groupe Spinelli au Parlement européen en faveur d'une Europe fédérale.



Guy Verhofstadt, est un homme politique belge, 36e Premier ministre du Royaume de Belgique de 1999 à 2008. Ministre d'État belge, il est membre de l'Open Vld de tendance libérale. Depuis 2009, il est député européen et préside le groupe parlementaire Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ALDE). Il a est également co-fondateur du Groupe Spinelli. En 2014, il est candidat à la présidence de la Commission européenne, soutenu par le parti Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe et le Parti démocrate européen. Il est également l'auteur de Le mal européen.